

VIETNAM—DEMANDE D'AIDE EN FAVEUR DES VIETNAMIENS
CANDIDATS À L'IMMIGRATION AU CANADA

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme un bon nombre de Canadiens se sont portés volontaires pour demeurer à Saïgon et comme le Canada a encore un appareil Hercule stationné à Hong Kong, le ministre montrera-t-il l'empressement humanitaire dont il a fait preuve dans des situations semblables, la crise du Chili, par exemple, et renverra-t-il l'appareil à Saïgon, avec du personnel canadien, pour acquitter notre dette envers les Vietnamiens de Saïgon, qui ont travaillé pour le Canada, et pour nous laver un peu de la honte dont nous nous sommes couverts dans cette affaire?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, la situation est claire. Il y a une liste de 14,000 Vietnamiens d'origine cambodgienne inscrits comme parents parrainés ou désignés de Canadiens. Nous avons envoyé la liste à nos représentants, à nos agents d'immigration à Saïgon. Ces dernières semaines, ils se sont réellement efforcés d'entrer en contact avec les personnes dont les noms y figuraient. Ils en ont rencontré certains, auxquels ils ont remis des visas canadiens, ce qui signifie que nous avons préparé leur entrée au Canada sans paperasserie administrative, à partir des renseignements envoyés. La difficulté, c'est que le gouvernement du Vietnam du Sud n'accordera pas à ces gens le droit de quitter le pays; et si le député pouvait m'expliquer comment les fonctionnaires canadiens à Saïgon pourraient forcer le gouvernement du Vietnam du Sud à délivrer ces visas, et nous y mettons toute la chaleur, nous faisons toutes les pressions que nous pouvons, nous sommes aussi persuasifs que possible...

Une voix: Comment se fait-il que les Américains ont réussi?

M. Andras: Ne parlez pas des Américains sans connaître les faits.

Des voix: Oh, oh!

● (1130)

M. Andras: Voici ce que je crois savoir d'après les renseignements les plus fiables à notre disposition. Le dernier jour où cet appareil a quitté Saïgon, tous nos efforts pour évacuer des Vietnamiens, même s'ils étaient admis en bonne et due forme au Canada avec des visas canadiens, auraient été entravés par des dirigeants vietnamiens qui avaient installé des points de vérification à plusieurs endroits le long du parcours jusqu'à l'appareil et qui effectivement fouillaient les passagers des voitures. Ils avaient des militaires et des agents de police pour le faire si ces gens n'avaient pas de visa de sortie. Je voudrais donc demander au député d'expliquer ce que nous aurions pu faire de plus.

Je dois ajouter, en ce qui concerne la présence d'agents de l'immigration, que nous avons communiqué avec ces gens. Nous avons expédié 1,908 lettres aux chefs de famille figurant sur cette liste qui, à notre connaissance, comprenait tous les noms qui nous avaient été donnés. Ils pouvaient venir au Canada. Toutefois, nous ne pouvons pas recourir à la contrainte pour leur permettre de sortir de Saïgon.

M. McGrath: Étant donné que nous n'avons rien à craindre du GRP ni du Vietcong et que la situation évolue

Questions orales

rapidement; que, de plus, l'autorité du gouvernement de Saïgon diminue rapidement, le ministre songe-t-il à dépêcher des agents d'immigration à Saïgon, Hong Kong ou ailleurs dans cette région, afin de nous acquitter de nos obligations envers les Vietnamiens? Je pose cette question à la lumière de l'évolution de la situation qui se produit dans cette région.

M. Andras: Monsieur l'Orateur, s'il y avait moyen de faire sortir ces gens du Vietnam, je veux surtout parler des Vietnamiens qui ont des parents ou des répondants ici ou qui travaillaient à l'ambassade, nous n'aurions pas à dépêcher un agent d'immigration, bien que je serais prêt à le faire, d'ailleurs, j'ai déjà étudié cette possibilité. Le problème n'est pas là. Le problème qui se pose est de savoir comment nous allons les grouper, les amener à l'aéroport et les faire sortir du pays sans l'autorisation du gouvernement vietnamien qui existe toujours. Le gouvernement empêche les gens de se rendre à l'aéroport.

VIETNAM—LES ALLÉGATIONS AU SUJET DE MIKE DUFFY DE
RADIO-CANADA

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'il est vrai que Mike Duffy, de Radio-Canada, a réussi à faire sortir certaines personnes de Saïgon depuis la fermeture de l'ambassade? Dans l'affirmative, sera-t-il nommé agent d'immigration ou chargé d'affaires?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, depuis une semaine environ, certains Vietnamiens à qui nous avions délivré des visas ont pu sortir en empruntant des vols commerciaux. Cependant, qu'il s'agisse de M. Duffy ou de quiconque d'autre, et je ne veux pas le critiquer, mais si quelqu'un réussit à faire sortir des gens au moyen de vols commerciaux, cela ne veut pas nécessairement dire que notre ambassade à Saïgon peut essayer d'amener des gens à des avions s'ils n'ont pas de visa de sortie et de les faire passer par des postes de vérification contrôlés par le personnel militaire du gouvernement sud-vietnamien et la police.

VIETNAM—LE PERSONNEL DE RADIO-CANADA EN MISSION—
LA POSSIBILITÉ D'ENVOI À SAÏGON D'UNE PARTIE DU
PERSONNEL D'AMBASSADE

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'adresserai ma question au premier ministre suppléant. Étant donné que le gouvernement croit que le danger pour les Canadiens au Sud Vietnam est tellement imminent qu'il a rappelé le personnel de l'ambassade du Canada avant que celui-ci puisse s'occuper de certains Vietnamiens qui craignent pour leur vie et qui voudraient immigrer au Canada, pourquoi les journalistes de Radio-Canada, qui ont fait leur travail avec courage et efficacité, n'ont-ils pas eux aussi été rappelés au Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, ces journalistes relèvent des sociétés de radiodiffusion. Je suis certain que le député conviendra qu'ils sont au Sud Vietnam parce qu'ils veulent bien y être. Nos employés d'ambassade y sont parce qu'on les y a affectés. Nous devons veiller particulièrement à ne pas exposer nos employés à des risques inutiles.